

« Pour éliminer le Hamas, Israël n'a pas d'autre choix que d'occuper Gaza »

Un regard sur les aspects militaires de la guerre

Après 18 mois, la guerre de Gaza a atteint une impasse prévisible et meurtrière. Face à ce drame humain, l'éditorial du prestigieux hebdomadaire *The Economist* du 8 mai résume assez bien l'opinion internationale éclairée. Son titre : « Le conflit sans fin d'Israël : la guerre à Gaza doit cesser. L'Amérique devrait faire pression sur Benjamin Netanyahu pour qu'il accepte un cessez-le-feu, puis sur le Hamas pour qu'il dépose les armes. »

On a envie d'applaudir. Qui ne souhaite pas que cette terrible guerre prenne fin ? Mais compter sur Donald Trump, dont la caractéristique principale est son imprévisibilité, ou les terroristes du Hamas qui, dans leur fanatisme génocidaire préféreront toujours le sacrifice à la capitulation, est un peu naïf. Sans parler du chef du gouvernement israélien dont, trop souvent, l'objectif premier semble être sa propre survie politique.

Peu d'événements de ces dernières années ont aussi profondément divisé les acteurs politiques, les médias et les citoyens que la guerre à Gaza qui, trop souvent, est analysée et commentée en termes exclusivement politiques, juridiques, éthiques ou, simplement, militants. Les débats tournent en rond (ou à la bagarre), et les nouveaux arguments sont rares.

Sans parti pris, cette chronique veut sortir des sentiers battus et se concentrer sur les aspects militaires du conflit. Si elle néglige volontairement les autres aspects, ce n'est pas parce qu'ils sont sans importance, mais parce que son auteur, ancien militaire et officier de réserve, regrette que, collectivement, nous accordions trop peu d'attention aux réalités militaires sur le terrain, et ceci alors que le succès ou l'échec des opérations militaires peut transformer la dynamique politique ou morale d'une crise internationale du tout au tout.

18 mois de guerre et le Hamas est toujours là

En réponse aux massacres du Hamas du 7 octobre 2023, le gouvernement israélien a publiquement poursuivi deux objectifs principaux. Premièrement, Israël voulait assurer le retour de chacun des otages. Deuxièmement, Israël voulait détruire le Hamas.

En parallèle, Israël affirmait ne pas vouloir réoccuper Gaza. Il y avait à cela au moins trois bonnes raisons : la communauté internationale s'y opposait ; la société israélienne était (et reste) profondément divisée en la matière (les derniers sondages montrent que plus de 60 % des Israéliens rejettent l'idée d'une offensive visant à réoccuper Gaza) ; enfin, la précédente occupation s'est mal terminée : après le retrait israélien en 2005, le Hamas est arrivé au pouvoir.

Or, la réalité militaire brutale est que le refus de réoccuper Gaza a non seulement rendu la promesse d'Israël de détruire le Hamas infiniment plus difficile à tenir. Il a également rendu la guerre beaucoup plus inhumaine et meurtrière.

Les leçons américaines de la guerre en Irak (2003-2011)

La guerre contre le Hamas, rappelons-le, est une guerre asymétrique. D'un point de vue militaire, si on ne saisit pas, et ne contrôle pas, le territoire ennemi, une telle guerre risque de se transformer en un exercice sans fin de neutralisation de terroristes. Si en plus, comme c'est le cas à Gaza, les terroristes sont intégrés dans la population — ou cachés sous elle — au point qu'il est quasiment impossible de les distinguer des civils, chaque frappe contre l'ennemi entraînera inévitablement des pertes civiles.

L'armée peut certes infliger de considérables dégâts aux combattant et réduire temporairement leur capacité d'attaque, mais « si vous ne remplacez pas le contrôle terroriste par une force concurrente, les terroristes disposeront toujours du temps et de l'espace nécessaires pour reconstituer leur puissance ». Pour David French, vétéran de l'opération *Iraqi Freedom* et ancien avocat spécialisé en droit constitutionnel, « c'est cela, la leçon que les troupes américaines ont apprise au cours des quatre premières années de la guerre en Irak (2003-2007). »

Dans une tribune dans le *New York Times* (8 mai), il raconte qu'en 2003, les généraux américains avaient adopté une stratégie que les soldats sur le terrain avaient rapidement — et ironiquement — surnommé « *commuting to war* » (faire la navette vers la guerre). Ils avaient remporté bataille après bataille, infligeant des destructions immenses à chaque engagement, mais à chaque fois les insurgés revenaient. « Encore et encore, nous recommençons à 'libérer' les mêmes villes, les mêmes villages. Or, il n'y avait point de libération — seulement une guerre perpétuelle. »

Pire : une guerre qui n'en finit pas conduit tôt ou tard à des crimes de guerre. Même si une armée veille à respecter le droit de la guerre — ce qui fait débat dans le cas de Gaza —, mettre l'accent sur la destruction de l'ennemi peut engendrer une mentalité où le nombre de morts devient un objectif en soi. D'expérience personnelle, David French sait que « la tension psychique liée à des combats constants et répétés nourrit le cynisme et la colère au sein des forces attaquantes ».

Il se souvient également comment, à l'époque, la frustration de l'échec a conduit ses supérieurs à augmenter sans cesse la force militaire, y compris pour faire pression sur la population. Aujourd'hui il sait que « ce n'était pas le manque de force militaire qui a provoqué l'impasse. C'était la stratégie. »

Pour lui, et pour beaucoup d'autres analystes militaires, c'est aujourd'hui la réalité à Gaza. L'armée israélienne a infligé de lourdes pertes au Hamas et détruit sa capacité offensive pour les années à venir, mais le Hamas continue à être là, tout en conservant son emprise sur la population civile. Et il détient toujours quelques otages.

L'opération « Chariots de Gideon »

En réaction à ce cul-de-sac militaire, le cabinet de sécurité israélien a approuvé à l'unanimité, le 4 mai, l'opération « Chariots de Gideon », une nouvelle stratégie qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle, couronnée de succès, que les États-Unis ont adoptée en Irak en 2007 sous le nom de « *Surge* » (terme militaire qui signifie une augmentation significative du nombre de troupes déployées dans une zone).

Les plans de guerre initiaux d'Israël visaient à déloger le Hamas à l'aide d'une offensive terrestre intense, puis à mener des raids ciblés pour éliminer les derniers combattants. Or, très tôt, ces plans avaient été critiqués par de nombreux experts en stratégie israéliens. Ainsi, Amir Avivi, fondateur du think tank *Israel Defense and Security Forum* et ancien commandant adjoint des forces israéliennes à Gaza, a confié au *Wall Street Journal* (5 mai) que « dès le début de la campagne militaire, il était clair que la seule façon d'éradiquer le Hamas, militairement et politiquement, était de prendre le contrôle de Gaza, de conquérir la zone et de détruire la milice terroriste ».

La stratégie désormais adoptée inclut le déplacement de la majeure partie de la population de Gaza vers une zone nettoyée des combattants, ainsi que, pour affaiblir l'emprise du Hamas sur la population, le contrôle de la distribution de l'aide humanitaire.

Or, dans une guerre, il n'y a souvent que de mauvaises options, et l'opération « Chariots de Gideon » n'échappe pas à la règle. Car elle met Israël face à un choix terrible : si ses dirigeants veulent chasser le Hamas du pouvoir, ils devront engager une occupation qui divisera la nation et enflammera encore davantage la communauté internationale. Et s'ils veulent obtenir la libération des otages, ils devront accepter un cessez-le-feu qui laissera le Hamas en place et préparera le terrain à de futurs conflits.

« Le Hamas doit être démantelé militairement, politiquement et administrativement »

Dans une chronique parue le 9 mai dans le *Jerusalem Post*, deux universitaires et hauts officiers de réserve de l'armée israélienne, le brigadier-général Erez Winner, expert en affaires militaires et en doctrine au *Jerusalem Institute of Strategy and Security*, et le colonel Professeur Gabi Siboni, un consultant principal des Forces de défense israéliennes (IDF), tentent de sortir de ce dilemme.

Pour eux, Israël a raison d'avoir déclenché l'opération « Chariots de Gideon », dont l'objectif est de neutraliser Hamas militairement, politiquement et administrativement. Tout ce qui reste en deçà, affirment-ils, « laisserait la bande de Gaza comme une base de lancement pour de futures attaques, exposant ainsi l'arrière du territoire israélien à une menace continue ».

À l'instar de David French, le vétéran de la guerre de l'Irak cité plus haut, les deux hauts officiers expliquent que lors des opérations passées, l'IDF avait appliqué la « méthode des raids » consistant à pénétrer dans les zones ennemies, détruire des cibles, puis se retirer. Cette approche s'était montrée inadéquate, car après chaque cycle de combats, elle avait permis au Hamas de se réorganiser, puis de présenter sa résilience comme une victoire stratégique. Dans les zones où Israël a maintenu un contrôle territorial, en revanche — notamment les corridors de Netzarim et Philadelphie —, on a pu observer que le Hamas a subi des pertes significatives et que ses commandants ont été désarçonnés par le changement de stratégie israélienne.

« Désormais, la nouvelle stratégie du gouvernement doit être appliquée de manière consistante et permanente », affirment Erez Winner et Gabi Siboni. Le nouvel objectif n'est plus « d'entrer et de frapper, mais de rester et de démanteler ». Les zones conquises doivent être nettoyées, tenues et administrées par des forces empêchant le retour du contrôle du Hamas, « qu'il soit direct ou indirect. »

Ils sont conscients que la réoccupation de Gaza sera coûteuse en troupes (l'armée israélienne est une armée de réservistes) et qu'elle pèsera lourdement sur l'économie (les réservistes appelés sont absents de leur emploi). Sans qu'ils le disent, on peut supposer qu'ils sont également conscients qu'en suivant cette stratégie, les (rares) otages restants ne seront pas libérés.

Une population gazaouie divisée

Considérant le long terme, les auteurs affirment que la stabilité de Gaza est menacée non seulement par la présence des terroristes du Hamas, mais aussi par la population gazaouie elle-même, pour laquelle le Hamas incarne encore la résistance à Israël et une légitimité religieuse pour une population majoritairement rigoriste. Comme l'écrit Michaël Prazan, auteur de *La vérité sur le Hamas et ses « idiots utiles »*, dans *Atlantico* (13 mai) : « Après 20 ans d'un pouvoir totalitaire sans partage, qui abreuve du matin au soir ses administrés de discours belliqueux, qui voue un culte à la mort et au martyr, qui a biberonné plusieurs générations à la haine des Juifs ; tout cela a laissé des traces ». En plus, « il faut [...] considérer le maillage imposé par le Hamas sur la bande de Gaza. Les familles gazaouis sont en général des familles nombreuses qui ont toutes ou presque des liens familiaux et économiques avec cette organisation aux ramifications tentaculaires. »

Cette réalité, souvent ignorée ou sous-estimée chez nous, explique que, malgré la totale dévastation des villes et en dépit des dizaines de milliers de morts palestiniens, 59 % de la population de Gaza restent d'avis que l'attaque du 7 octobre était justifiée (selon un sondage récent du PCPSR, *Palestinian Center for Policy and Survey Research*). Dans ces circonstances, « tout effort de déradicalisation de la population gazaouie aura peu de chances de succès, et la totale reconstruction de Gaza ne modifiera pas la donne stratégique », estiment Erez Winner et Gabi Siboni.

Ils en tirent la conclusion que les nombreux habitants de Gaza qui ne souhaitent plus vivre sous le régime totalitaire du Hamas et sous la menace d'une guerre permanente — selon *Gallup International*, ils étaient 52 % en mars 2025, dont 38 % désireux de quitter Gaza temporairement et 14 % de manière permanente — devraient avoir la possibilité de partir. Rappelant que la majorité de la population bénéficie du statut de réfugié selon le droit international, ils insistent néanmoins que « l'émigration ne doit pas être imposée, mais facilitée pour ceux qui le désirent [par la communauté internationale]. »

La réoccupation de Gaza, peut-elle ouvrir la voie à une fin de la guerre ?

Sur ce dernier aspect, il y a un large consensus parmi les experts militaires israéliens. Ainsi, Yaron Buskila, lieutenant-colonel de réserve de l'armée israélienne et directeur général du *Israel Defense and Security Forum*, a déclaré au *Wall Street Journal* (5 mai) : « Il n'est pas question de conserver ce territoire indéfiniment. Il s'agit de créer un contrôle opérationnel, ce qui signifie que vous conquérez un territoire et établissez une situation qui vous permette d'atteindre n'importe quel point de la zone à tout moment, rendant ainsi un groupe terroriste inopérant. »

Peut-on, partant, considérer que la réoccupation *temporaire* de Gaza par l'IDF, avec un retour au contrôle civil palestinien dès que les conditions le permettent, est susceptible d'ouvrir la voie à la destruction du Hamas et

une fin de la guerre ? Tandis qu'Erez Winner et Gabi Siboni en sont convaincus, d'autres, nombreux, resteront dubitatifs.

Car *quid* si l'occupation israélienne devait se révéler *permanente*, assortie d'un « nettoyage ethnique » ? On se souvient que c'était plus ou moins l'approche évoquée par Donald Trump en février (bien que ses positions changent en permanence). C'est également l'approche des éléments les plus extrémistes du gouvernement israélien, dont le rêve ouvertement avoué est de recoloniser Gaza.

Une dernière chance pour la diplomatie ?

Le 19 mai, Benyamin Netanyahu a déclaré que l'armée allait « prendre le contrôle de l'ensemble de Gaza » au-delà des 30 % de ses 365 kilomètres carrés qu'elle contrôle déjà. Son ministre des Finances, Bezalel Smotrich (extrême droite), est allé plus loin : « Nous nous apprêtons à détruire ce qui reste encore de la bande, tout simplement parce que tout cela n'est qu'une immense ville de la terre. »

Face à l'opération « Chariots de Gédéon », la plupart des dirigeants occidentaux se montrent sceptiques (Friedrich Merz), voire ouvertement hostiles (Emmanuel Macron, Keir Starmer, Mark Carney). Quant au président américain, de retour de son voyage dans le Golf, il semble avoir donné carte blanche à Israël tout en faisant comprendre à Benyamin Netanyahu qu'il ne le soutient pas. Ensemble, ils appellent de leurs vœux un cessez-le-feu immédiat. Pendant ce temps, le fait que les diplomates américains et qataris continuent à faire pression sur les négociateurs israéliens et du Hamas à Doha pour parvenir à un nouvel accord peut être vu comme un signe suggérant que la diplomatie a encore une chance.

La mort (très probable) de Mohammed Sinwar, chef du Hamas depuis la mort de son frère et prédécesseur Yahya Sinwar, pourrait faciliter une solution diplomatique. Avec un autre *hardliner* éliminé, les dirigeants politiques du Hamas basés au Qatar et dans d'autres lieux en dehors de Gaza, plus pragmatiques, pourraient bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre.

Un avenir plus incertain que jamais

Cependant, de grands obstacles à toute forme de paix demeurent. Tandis qu'Israël propose un cessez-le-feu de deux mois au cours duquel davantage d'otages seraient libérés et plus d'aide humanitaire autorisée à entrer à Gaza, le Hamas continue à exclure tout accord qui ne mettrait pas fin définitivement à la guerre, et rejette les exigences d'Israël selon lesquelles il devrait déposer les armes et que ses dirigeants survivants partent en exil.

Peu probable, un compromis de dernière minute n'est pas exclu. « Sans cela », avertit *The Economist* (19 mai), « les semaines à venir seront sombres. Benyamin Netanyahu affirme qu'il ne mettra fin à la guerre qu'une fois obtenue une 'victoire totale'. Une dévastation totale pour Gaza et un isolement pour Israël sont des perspectives bien plus probables. »

On n'est pas obligé de partager le pessimisme de l'hebdomadaire londonien. Les théories militaires nées à la suite de la guerre en Irak sous le terme « conterinsurgency » (lutte contre-insurrectionnelle) suggèrent que l'opération « Chariots de Gédéon » peut réussir. Tout comme elle peut échouer.

Plus imprévisible que jamais, seul l'avenir le dira.